

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FICAP

5 chemin des Deux Clochers
51110 Pomacle

Références : D2i 2025-806
Code AIOT : 0003012316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement FICAP implanté 5 chemin des Deux Clochers 51110 Pomacle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FICAP
- 5 chemin des Deux Clochers 51110 Pomacle
- Code AIOT : 0003012316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FICAP exploite sur la commune de Pomacle et sur la plateforme industrielle de

Bazancourt-Pomacle une usine de production de biocombustibles :

- le white pellet, granulé de bois classique ;
- le pellet HPCI, granulé de bois nouvelle génération, à haut pouvoir calorifique industriel, obtenu par vapocraquage
- le HPCI Cogé, mélange de biomasse destiné à la chaudière de cogénération.

Ces biocombustibles sont obtenus à partir de bois naturel, bois de récupération (palettes) et plaquettes forestières. FICAP fonctionne en synergie avec l'usine de cogénération de vapeur COGECAB, qui utilise le biocombustible HPCI de FICAP et qui fournit la vapeur nécessaire au vapocraquage.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation des risques	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Etude de danger	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Propreté des installations	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Matériel utilisable sous ATEX	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Systèmes de détection et extinction automatiques	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'opération interne	Autre du 28/11/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est inscrit dans la continuité des précédentes. Elle s'est axée sur le risque incendie et explosion du fait des événements accidentels de 2022 et 2023 survenus sur le site. L'exploitant a signalé sa volonté de reprendre son activité dans des conditions normales d'exploitation en septembre 2025 après avoir finalisé les modifications et reconstructions nécessaires sur le site. Il n'est pas attendu de modifications des conditions d'exploitation par rapports à celles déjà autorisées.

En lien avec les modifications du site, l'exploitant est chargé de transmettre une mise à jour de son

étude ATEX (Atmosphères EXplosives) et de son étude des dangers.

Au cours la présente visite, il a été constaté des insuffisances en matière de plan de localisation des risques, de procédure de nettoyage des poussières, de suivi et de résolution des non-conformités en lien avec les ATEX et de vérifications périodiques des dispositifs de détection et d'extinction. L'Inspection reste dans l'attente de justificatifs sur ces éléments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX/EDD
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...]
Constats : L'exploitant a présenté un plan localisant, d'une part, les zones à risque incendie et d'autre part, les zones à risque incendie et explosion. Il précise que ce plan a été produit pour être à destination du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Marne en cas d'évènement accidentel nécessitant une intervention. L'Inspection constate que le plan n'est pas exhaustif. Il ne présente pas l'ensemble des risques liés à l'activité du site. Aussi et par exemple, la zone Z12 (affinage, pelletisation et refroidissement) n'est pas identifiée comme étant à risque. L'exploitant reconnaît que la zone Z12 devrait être signalé comme telle. L'exploitant déclare qu'une mise à jour de l'étude ATEX (Atmosphère EXplosive) devrait être réalisée d'ici fin septembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan exhaustif des zones à risques du site. Il devra tenir compte notamment de la mise à jour de l'étude ATEX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Etude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : Étude de dangers. Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
Constats : Compte-tenu des modifications réalisées sur site (notamment la modification de l'atelier Z02, la suppression de l'atelier Z03 et la reconstruction de l'atelier Z07), des retours d'expériences liés aux événements accidentels de 2022 et 2023, de la mise à jour de l'étude ATEX et de la nécessité d'étudier la composition réelle des vaporats en sortie du vapocraqueur, l'exploitant est tenu de proposer une mise à jour de son étude des dangers. Il a déclaré que la mise à jour sera finalisée fin octobre 2025 et s'est engagé à la transmettre à l'autorité préfectorale dans les meilleurs délais. L'évènement accidentel de 2022 a contraint le site à fonctionner mode dégradé le temps de procéder aux modifications et aux reconstructions nécessaires. Le jour de la visite, l'exploitant a rappelé son intention de fonctionner à nouveau dans des conditions normales d'exploitation à partir de septembre 2025. Il ne considère pas nécessaire de transmettre à l'autorité préfectorale une mise à jour de son étude des dangers en amont de la reprise normale des conditions d'exploitation. Il justifie cette décision par l'absence de modification rendant obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettant en cause ses conclusions. L'Inspection a souligné auprès de l'exploitant le fait que cette démarche est un parti pris et engage sa responsabilité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre la version mise à jour de son étude des dangers. Elle tiendra compte notamment des modifications du site, de la mise à jour de l'étude ATEX et de la composition réelle des vaporats en sortie du vapocraqueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Autre du 28/11/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi plan d'actions
Prescription contrôlée : Compte-rendu de l'exercice POI réalisé le 28 novembre 2024.
Constats : Le compte-rendu de l'exercice POI (Plan d'Opération Interne) réalisé le 28 novembre 2024 fait ressortir des actions d'amélioration. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un suivi formalisé de ces actions mais a assuré qu'elles avaient été menées. Procédant par sondage, l'Inspection a sélectionné deux actions : <ul style="list-style-type: none">- la sensibilisation des collaborateurs à l'utilisation des radios ;- la programmation de recyclages à la manipulation d'extincteurs et de Robinets d'Incendie Armés (RIA). Sur ces deux actions, leur réalisation a pu être constatée. L'Inspection n'a pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du nettoyage
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. [...] La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé, fait l'objet de consignes particulières. [...]
Constats : Le site possède un plan de nettoyage que l'Inspection a pu consulter. Cependant, l'exploitant déclare ne plus suivre ce plan estimant qu'il est trop contraignant opérationnellement et qu'il

<p>demande des ajustements pour être adapté aux besoins du site. Toutefois, il assure procéder au nettoyage des locaux à minima une fois par semaine et plus, si un encadrant le juge nécessaire. Aussi, il indique que chaque vérification de propreté et opération de nettoyage sont émargées sur une feuille de suivi.</p> <p>Au cours de la visite terrain, l'Inspection a pu constater par sondage la propreté des locaux ainsi que le suivi par émargement des opérations de nettoyage réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan de nettoyage adapté aux risques et aux contraintes du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Matériel utilisable sous ATEX

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.</p> <p>Dans ces parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ; - ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C. <p>Les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.</p>

<p>Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100. <p>L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'adéquation ATEX effectué par un prestataire daté au 10 janvier 2025. Plusieurs non-conformités apparaissent dans le dit rapport.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un suivi formalisé des actions en réponse aux non-conformités. Toutefois, il a désigné celles qui ont été résolues depuis la réception du rapport. Procédant par sondage, l'Inspection a sélectionné l'écart n°NCZ11-1 pour vérification au cours de la visite terrain. Au cours de la visite terrain, il a été constaté l'absence de réalisation de l'action.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un justificatif démontrant l'effective réalisation de chaque action menée en réponse aux non-conformités du rapport d'adéquation ATEX 2025. Le justificatif peut-être sous forme d'un reportage photographique. Il sera transmis également un plan d'actions avec un échéancier pour les actions non-résolues.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 7.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Également, l'exploitant n'a pas su se positionner sur la fréquence requise de vérification de maintenance et tests de ces dispositifs. Il a expliqué ne pas connaître l'origine et la justification de l'obligation de contrôle à fréquence semestrielle. Il souhaite investiguer pour juger de la pertinence de celle-ci et le cas échéant, faire une demande de modification de prescription accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un justificatif démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Également, Il est attendu qu'il se positionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la pertinence de la prescription contrôlée. S'il s'avère que la prescription demande à être modifiée, un porter-à-connaissance rédigé en ce sens et comportant l'ensemble des éléments d'appréciation sera transmis ; - sur la fréquence requise de vérification de maintenance et tests de ces dispositifs ; - sur sa conformité aux fréquences identifiées et le cas échéant, les mesures engagées pour s'y conformer. <p>L'identification des fréquences de vérification devra notamment tenir compte des fiches techniques des équipements et des attentes de l'assureur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>